

## **Inégalités économiques, exclusion sociale et migration de la main-d'œuvre : les défis de la transition post-soviétique pour la jeunesse ukrainienne<sup>1</sup>**

**Alissa Tolstokorova**  
**Maître de conférence**  
**Ecole internationale pour des chances égales**  
**Kiev**

### **❶ Introduction**

Quels sont les coûts et les bénéfices sociaux de la migration de la main-d'œuvre pour les sociétés contemporaines, pour la communauté, la famille et l'individu ? Est-ce qu'elle renforce ou, au contraire, sape la cohésion sociale et la diversité culturelle ? Le principe de justice sociale est-il respecté par les pays d'envoi et les sociétés d'accueil, mais aussi les migrants ? Ces questions sont extrêmement sensibles dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI qui, pendant des décennies de passage à une économie de marché, ont fait l'expérience d'une augmentation de la mobilité externe de leur main-d'œuvre, avec de multiples conséquences : changements de la structure démographique et de la composition de la main-d'œuvre, transformation des relations entre femmes et hommes, apparition de nouvelles structures familiales et réorganisation des modes de vie individuels.

L'effondrement du système socialiste au début des années 90, la dislocation de l'URSS et, dans son sillage, la transformation des anciens pays soviétiques en économie de marché ont généré un accroissement considérable de la liberté de mouvement et de la mobilité de la population. Comme le constate le ministère ukrainien de l'Intérieur, les voyages d'affaires à l'étranger qui, en 1986 au début de la Perestroïka, ne dépassaient pas 43.000, ont été multipliés par 54 en 1991 – pour atteindre le chiffre de 2,3 millions par an.

Dans un premier temps, les déplacements à l'étranger avaient pour principaux objectifs le développement d'échanges internationaux et de partenariats dans les domaines de la culture et de la recherche, le tourisme et les loisirs. Mais, dans les années de transition et de réformes économiques, les motivations se sont orientées sur la recherche de revenus et de possibilités d'emplois. Ainsi, la migration de main-d'œuvre interne et externe est devenue un facteur majeur de la transformation socioéconomique et un outil efficace pour la régulation des flux de main-d'œuvre.

Ces dernières années en Ukraine, la migration économique à des fins d'emploi s'est généralisée. Le plus souvent, cette migration concerne les jeunes, qui forment le groupe de population le plus souple et mobile, mais aussi le plus défavorisé aux plans économique et social. La recherche montre que les 21-30 ans constituent jusqu'à 20,4 % de la population migrante, et les 31-35 ans, 11,11 %. Par ailleurs, ce sont des jeunes d'un niveau d'instruction élevé et très qualifiés : 36,73% d'entre eux sont diplômés de l'université, 36,50% ont suivi une scolarisation dans le premier cycle du secondaire et une formation professionnelle, 24,94% sont issus de l'enseignement secondaire et, enfin, 0,90% n'ont pas mené à terme leur formation universitaire.

Par ailleurs, les flux migratoires sont fortement liés aux genres. Les femmes étant plus

vulnérables que les hommes aux divers risques induits par un emploi à l'étranger, elles y réagissent différemment. Qui plus est, les conséquences sociales de la migration économique internationale ne sont pas les mêmes pour les femmes et les hommes.

En outre, en cas d'expériences négatives de la migration, l'approche requise en termes d'assistance sociale et de réinsertion ne sera pas la même pour les femmes que pour les hommes.

La recherche met en évidence que les motivations et les trajectoires des travailleurs migrants ne sont pas les mêmes pour les femmes ou les hommes. Leur intégration respective dans les cultures d'accueil va répondre à des mécanismes spécifiques et leurs identités sociales vont connaître de profonds changements en conséquence de leur expérience de la migration. Ainsi, la main-d'œuvre qui émigre est majoritairement masculine dans un certain nombre de pays – comme le Portugal où, en 2001, elle était composée à 68% d'hommes. En revanche, la main-d'œuvre migrante est largement féminine vers d'autres pays. Par exemple, les femmes qui vont travailler en Grèce représentent 75,5% de la main-d'œuvre migrante ukrainienne et, selon les résultats d'une récente étude sociologique conduite en 2007, 90,2% des Ukrainiens travaillant en Italie sont des femmes entre 40 et 60 ans. Selon l'Ombudsman ukrainien, dans de nombreux pays, les Ukrainiens travaillent comme maçons, chauffeurs, mécaniciens et monteurs (Russie, Pologne, Portugal, Irlande), tandis que les femmes occupent en majorité des emplois de femmes de ménage, employées de maison, ouvrières, infirmières pour personnes âgées, danseuses dans des restaurants et bars (Grèce, Italie, Portugal, etc.).

La recherche montre que les jeunes femmes et les jeunes hommes qui cherchent du travail à l'étranger constituent la part la plus active, mobile, qualifiée et instruite de la société ukrainienne. Par conséquent, les migrations éloignent de l'Ukraine ceux qui forment la classe moyenne au sens traditionnel, ceux que l'on considère généralement comme le potentiel intellectuel du pays et le principal investisseur dans son capital humain, et sur qui va reposer dans le futur la sécurité économique et le bien-être de la société. Autrement dit, la colonne vertébrale économique et sociale de la société ukrainienne moderne, à savoir sa classe moyenne, formée d'une main-d'œuvre migrante qui travaille loin de chez elle, est en train de fuir le pays, menaçant à la fois la structure sociale de l'Ukraine et sa sécurité nationale.

La **thèse** de cet article est que la migration des jeunes actifs ukrainiens fonctionne à la façon d'un mécanisme d'exclusion alimenté par les inégalités structurelles sur le marché du travail national, les handicaps éducatifs des jeunes issus de familles à faibles revenus, les inégalités économiques, etc. Dans ce contexte, les inégalités économiques, la précarité et l'exclusion sociale, dont les jeunes femmes sont les premières victimes, sont autant d'incitations à la migration.

## ② Définitions de base

Pour l'Ukraine, la décennie qui a suivi l'effondrement du système socialiste fut une période de multiples transformations. Il en a notamment découlé des **inégalités sociales structurelles** (économiques, politiques, culturelles et idéologiques), qui se sont imposées comme tendance sociale avec des conséquences continues et directes sur la société.

Aux fins de cet article, la notion d'**inégalités économiques** se définit par des inégalités entre individus du point de vue de leur rôle et de leur participation aux processus de production, d'échanges, de distribution et de consommation des richesses matérielles.

La notion d'inégalités économiques et sociales renvoie à un autre concept central, celui d'**exclusion sociale**, conséquence de la discrimination et d'un accès restreint aux ressources qui agissent comme autant de moteurs de l'exclusion sociale dans les sociétés postindustrielles. Pour les théories économiques, le principe de l'exclusion sociale fait référence à la notion de redistribution de la richesse sociale.

Généralement, l'exclusion s'entend comme le fait de mettre à l'écart de la structure sociale et des processus sociaux, partiellement ou totalement, certains individus ou groupes. A cela s'associe la création de conditions susceptibles d'empêcher ces individus ou groupes de jouer un rôle décisif dans la société.

La situation socioéconomique des jeunes est un indicateur de la santé sociale du pays et une conséquence des possibilités de réalisation du potentiel des jeunes femmes et hommes. C'est de la jeune génération dont dépendent les possibilités de développement de la société. Partant, une étude globale des spécificités de la situation de ce groupe d'âge permet de faire un pronostique quant aux trajectoires et tendances potentielles de ce développement. De ce point de vue, une recherche axée sur le processus d'inclusion des jeunes dans toutes les sphères de la vie sociale, et au premier chef dans le secteur économique, prend un sens tout particulier.

Un des aspects les plus sensibles de la vulnérabilité de la jeune génération réside dans leurs conditions matérielles médiocres qu'expliquent le chômage d'abord, mais aussi de faibles revenus et la pauvreté. Seul un petit nombre de jeunes qui quittent l'école et de diplômés parviennent à trouver du travail. Chez les 20-29 ans, le taux de chômeurs est le plus élevé comparé à tous les autres groupes d'âge, et leurs salaires sont plus bas que la moyenne nationale. Les jeunes familles ukrainiennes se heurtent aussi à de multiples problèmes, à commencer par l'obtention d'un logement, l'accès difficile aux prestations sociales et les possibilités réduites de combiner vie familiale et vie professionnelle.

Au même moment, les jeunes constituent la catégorie de population la plus active et optimiste, capable de surmonter les problèmes grâce à leurs efforts et leur énergie personnels. C'est pourquoi une étude globale de la situation de la jeunesse exige une analyse à la fois de ses conditions socioéconomiques objectives et de ses perceptions subjectives de ses propres motivations, attitudes, perspectives et préférences.

### ③ **La pauvreté dans un pays en transition**

En Ukraine comme dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, la phase de transition a conduit à un accroissement sans précédent de l'extrême pauvreté. Selon les rapports statistiques de l'Etat concernant les années 90, le taux de pauvreté a augmenté régulièrement de 8-10% par an en moyenne. Il en a découlé une transformation profonde du tissu social au plan des revenus : une majorité de la population a été appauvrie, il n'y a pas eu formation d'une classe moyenne mais quelques familles sont venues constituer un très petit groupe à hauts revenus.

Les recherches montrent qu'aujourd'hui, en Ukraine, les zones rurales connaissent le taux de pauvreté le plus élevé, supérieur au taux moyen sur l'ensemble du territoire.

Dans le cadre d'une étude sociologique menée en mai-juin 2003 auprès des jeunes familles, plus d'un tiers des couples (34%) ont déclaré consacrer entièrement leurs revenus à l'alimentation et

aux produits de première nécessité ; 11% des jeunes couples, soit un sur dix, ont admis que leur budget ne suffisait même pas à acheter le minimum alimentaire.

Cela étant, les coûts de la transition n'ont pas été également répartis parmi la population. L'appauvrissement a très clairement une dimension liée au genre et à l'âge, dans la mesure où les femmes, les jeunes et les plus âgés se sont avérés les plus vulnérables et les plus affectés par les conséquences du passage à une économie de marché ; en conséquence, ils sont exposés à un risque de pauvreté plus grand que les autres groupes. Qui plus est, les femmes forment la majorité des plus vulnérables à la pauvreté. Parmi elles, on trouve les femmes qui élèvent seules des jeunes enfants, en particulier avec des handicaps mentaux – 70% de ces familles sont formés de femmes seules. Cela est aussi vrai pour les femmes seules qui ont la charge de parents âgés – 90% de ces ménages sont dirigés par des femmes. Enfin, 80% des chefs de familles nombreuses sont des femmes.

#### ④ **Les jeunes familles ukrainiennes : un groupe démographique vulnérable**

##### **Les jeunes couples**

Les statistiques révèlent que, en Ukraine, le nombre absolu de jeunes couples est en diminution. L'analyse des niveaux de revenus et des modes de consommation des jeunes couples montre que le taux moyen des revenus conjoints est largement inférieur à la moyenne nationale. Il est à noter qu'une grande part des ressources des jeunes couples provient généralement des membres de la famille les plus âgés, en premier lieu leurs parents – qui leur apportent un soutien à la fois financier et matériel.

Dans les jeunes couples, le taux moyen des dépenses est aussi inférieur à celui des autres catégories de familles. Les dépenses conjointes des jeunes familles défavorisées avec des enfants, notamment, sont inférieures de 20% au taux moyen national.

En conséquence de ce manque de ressources, la majorité des jeunes parents ukrainiens n'ont pu accéder pleinement aux services destinés au développement personnel de leurs enfants (comme la musique, les langues étrangères, le sport ou la culture, la participation aux organisations et associations pour enfants et adolescents, etc.). Sachant qu'aujourd'hui ces services sont payants, les enfants et les jeunes parents n'y ont pas accès, ou de façon réduite, et sont exclus des activités éducatives non formelles et de la vie locale.

##### **Les familles d'étudiants**

Parmi les jeunes couples urbains, les familles de jeunes suivant des études de licence à temps plein constituent une catégorie à part. Une étude sociologique conduite sur ce type de famille en 1998 a montré que la majorité des étudiants mariés n'escomptaient pas réellement une amélioration de leurs problèmes de logement dans un proche avenir.

Qui plus est, il est apparu que les bourses n'étaient pas la principale source de revenu des familles d'étudiants qui ont participé à l'enquête. Leur revenu familial mensuel était bien supérieur, soit en moyenne 381 UAH – autrement dit, un peu plus que celui des familles monoparentales ou les familles nombreuses. En effet, les parents contribuent largement aux ressources des couples étudiants en les aidant de diverses façons (argent, nourriture, biens de consommation, etc.). Par ailleurs, la plupart des étudiants occupent des emplois à temps partiel

ou saisonniers.

Pourtant, malgré tous les problèmes pointés par l'étude, d'ordre matériel, financier et de logement, presque tous les membres des familles d'étudiants restent convaincus de la nécessité de faire des études supérieures, tout en restant sceptiques quant aux perspectives d'emploi ouvertes par leurs diplômes.

## ⑤ La dimension éducative des inégalités sociales

L'égalité des chances est une notion importante pour l'analyse des égalités et inégalités éducatives. Dans une société démocratique, la réalisation du principe de justice et d'égalité sociale se conçoit comme l'égalité d'accès aux opportunités éducatives garantie à tout individu capable, motivé et engagé dans l'acquisition de compétences et de connaissances.

Or, les résultats d'une recherche empirique ont révélé la tendance inverse dans l'Ukraine post-soviétique. Pour la jeune génération en particulier, force est de tenir compte, de plus en plus, d'un lien étroit entre opportunités éducatives, d'une part, et antécédents socioéconomiques, d'autre part – notamment par comparaison à la génération des parents qui, durant la période soviétique, a bénéficié d'une éducation supérieure basée principalement sur des principes égalitaires. Ces résultats ont aussi montré que les inégalités éducatives sont la conséquence des inégalités socioéconomiques et le reflet de la stratification sociale croissante de la société ukrainienne. Dans ce contexte, les jeunes issus de familles appartenant aux classes moyennes et supérieures ont bien plus de possibilités d'accéder à l'enseignement supérieur que les représentants des groupes à faibles revenus.

A ce titre, les jeunes des zones rurales et des couches sociales les plus défavorisées au plan économique sont bien évidemment particulièrement vulnérables.

Le groupe précité se heurte à des inégalités éducatives dès le secondaire. Ce sont le plus souvent les enfants des zones rurales qui ne terminent pas le premier cycle du secondaire, pour l'essentiel faute d'établissements proposant ce niveau d'éducation dans leurs localités.

Qui plus est, l'émergence d'une offre éducative privée, en particulier au niveau universitaire, a provoqué un renforcement des inégalités entre filles et garçons en matière d'accès. Ces inégalités s'expliquent probablement par le fait que les jeunes femmes ont moins de possibilités d'entrer dans l'enseignement supérieur public, très compétitif, que dans les universités privées où la compétition est moins féroce du fait de droits de scolarité élevés.

Les stéréotypes basés sur les genres se traduisent aussi par des restrictions d'accès, pour les femmes, à certains secteurs professionnels. Ainsi, alors que la législation ukrainienne garantit des chances égales aux jeunes femmes et hommes en matière d'accès à l'enseignement supérieur, des exceptions à cette règle étaient encore récemment autorisées aux universités et aux établissements d'enseignement secondaire dans le système du ministère ukrainien de la Défense – où, en vertu de dispositions officielles, les femmes ne représentent que 5% des inscrits. Dès que ces restrictions ont été levées, la part des femmes dans ce secteur s'est rapidement accrue et, en l'espace de 3-4 ans, elle a même dépassé celle des hommes dans certaines facultés.

L'analyse des inégalités éducatives apparues dans la période de passage à une économie de marché libre permet de corroborer le fait que l'éducation, d'une institution conçue pour réduire

les inégalités sociales, est devenue un facteur d'inégalités et un moteur de différenciation des classes et d'exclusion sociale. L'absence de possibilités d'accès à l'éducation, en tant que condition à la promotion sociale, contribue à la mise à l'écart des groupes sociaux défavorisés qui, faute de pouvoir financer leurs études ou celles de leurs enfants avec leurs salaires, entreprennent de rechercher du travail à l'étranger.

## ⑥ Des inégalités en termes de possibilités d'emploi pour les jeunes et les adolescents

Les résultats de recherches montrent que les conditions économiques de la période de transition ont contribué à l'accroissement de l'activité économique des jeunes et accéléré leur entrée sur le marché du travail. Pour les jeunes en âge de travailler, la pauvreté ambiante et les faibles niveaux de revenu sont autant d'incitations à la « chasse à l'emploi ». Cette situation pousse en effet les adolescents issus de familles à faibles revenus à entrer rapidement dans la vie active. Quant aux adolescents des familles plus aisées, ils font souvent des petits boulots pour avoir un peu d'argent de poche. De plus en plus font ce choix, par rapport à la génération de leurs parents, pour adopter les modes de consommation et les styles de vie qui caractérisent les pays développés industriels – et que promeuvent les médias de masse et les produits vidéo.

Si le Code du travail ukrainien autorise le travail à partir de 16 ans, c'est en réalité bien plus tôt que les jeunes commencent à gagner de l'argent, dès 8-9 ans. Souvent, il s'agit d'emploi illégal et donc non déclaré, à temps partiel, temporaire et mal payé – comme laveurs de voitures, garçons de course, vendeurs de journaux, baby-sitters, etc.

Les adolescents en âge d'étudier sont plus actifs économiquement que la génération de leurs parents, mais leur motivation première n'est pas le salaire. Il s'agit pour eux en priorité d'être financièrement indépendants de leurs parents, de parvenir à une maturité sociale, de se réaliser et d'acquérir une expérience professionnelle indispensable pour démarrer une carrière réussie. Dans ce cas, ils occupent souvent des emplois à temps partiel pour pouvoir combiner travail et études.

Cependant, compte tenu de la situation sur le marché du travail, il n'est pas facile pour les jeunes d'obtenir un premier emploi. En effet, l'expérience professionnelle, qui leur fait encore défaut, est considérée comme une condition impérative à l'emploi par les recruteurs. Parce qu'ils sont plus sensibles et plus vulnérables, les adolescents en quête d'un premier emploi ont tendance à être plus conscients de leurs faiblesses que leurs aînés. Cela peut aussi les inciter à renoncer à chercher du travail en Ukraine et à rechercher de meilleures opportunités à l'étranger.

Il est également à noter que les possibilités d'emplois pour les jeunes sont souvent spécifiques au genre. La loi ukrainienne en faveur de chances égales pour les femmes et les hommes, entrée en vigueur en janvier 2006, interdit la spécification du genre dans les offres d'emploi. Mais cette loi peu restrictive, qui n'instaure pas de sanctions pour les contrevenants, n'a guère changé la situation. Alors, dans les campagnes de recrutement, s'affichent des préférences pour l'un ou l'autre sexe, ou encore pour un groupe spécifique – avec pour conséquence l'exclusion de quantité de jeunes de certains secteurs professionnels et de certains postes.

Qui plus est, les centres régionaux de placement rapportent que les recruteurs ne veulent pas embaucher de femmes diplômées, d'abord parce qu'elles manquent d'expérience en début de carrière, ensuite parce que les employeurs s'inquiètent de leurs projets de mariage et des grossesses subséquentes – qui occasionnent des dépenses supplémentaires en termes de congés

de maternité et d'allocations familiales. Une autre croyance répandue est que, dans le contexte d'une économie de la connaissance dynamique, les capacités et les connaissances des femmes qui restent à la maison pour un congé de maternité (jusqu'à trois années d'absence professionnelle en Ukraine) deviennent obsolètes, ce qui diminue leur compétitivité sur le marché du travail.

### ⑦ **Activité économique et taux de chômage/d'emploi des jeunes**

Le faible taux d'emploi et le fort taux de chômage des jeunes attestent de leur médiocre situation économique. Le chômage est un facteur d'exclusion des relations de travail. De 1999 à 2003, l'activité économique des jeunes urbains a fait un bon de 5%, tandis que le taux d'emploi augmentait de 5,8% et que le taux de chômage diminuait de 38,2%. Pour les jeunes ruraux, la dynamique du marché du travail n'a pas aussi bien fonctionné : leur activité économique moyenne et leur taux d'emploi étaient fluctuants et leur taux de chômage en baisse, mais sa diminution, de 12,7% seulement, était nettement inférieure à celle enregistrée pour les jeunes urbains. Ces chiffres montrent que la relance économique a davantage profité aux jeunes des régions industrielles qu'à ceux travaillant dans le secteur agricole de l'économie nationale.

Ces fossés manifestes dans les taux d'emploi ne dépendent pas uniquement de la catégorie d'âge ; ils sont aussi liés au genre. Les femmes représentent en effet plus de 70% de l'ensemble des chômeurs en Ukraine, tandis que leur salaire moyen ne dépasse pas un tiers de celui des hommes – bien que les femmes aient un niveau d'instruction supérieur à celui des hommes. Ces dernières années, les écarts de salaire entre femmes et hommes sont même allés croissant.

En outre, d'après les données de l'Institut de recherche sur le travail et l'emploi du ministère ukrainien du Travail et de la Politique sociale, la durée moyenne du chômage est plus longue pour les femmes et a même augmenté ces dernières années. En conséquence, les femmes sont moins compétitives sur le marché du travail et moins motivées à s'investir dans leur progression professionnelle.

Un rapport de l'UNIFEM de 2006 sur les femmes et le chômage en Europe centrale et orientale et dans les pays de la CEI reconnaît que, durant la période de transition (1990-2004), les taux d'activité économique des 20-24 ans ont considérablement chuté, plus encore pour les femmes. Cette situation peut s'expliquer par le fort taux de scolarisation des jeunes femmes, leur difficulté à trouver un emploi mais également le fait qu'elles arrêtent généralement de travailler pour élever leurs enfants. Leur difficulté à trouver du travail dans les nouvelles économies de marché incite certaines à migrer et à se mettre dans des situations où elles s'exposent à de graves dangers.

### ⑧ **Incitations à la migration**

Une étude sociologique de la mobilité professionnelle des jeunes hors des frontières ukrainiennes, conduite en 2003, a montré que la généralisation de la pauvreté et les faibles revenus étaient pour ceux-ci autant de motivations à la migration. Comme exposé ci-dessus, le développement des iniquités sociales dans l'accès à l'enseignement supérieur, durant la période post-soviétique, est un facteur d'exclusion sociale et une incitation à la migration pour les jeunes générations. Néanmoins, les chercheurs soulignent que, chez les jeunes, ce sont les motivations économiques qui priment.

Il est à noter d'autres incitations, mais de moindre importance, comme la possibilité de découvrir d'autres cultures, de développer des compétences linguistiques, de se former aux normes du commerce international et d'acquérir une expérience professionnelle à l'étranger. Dans le même temps, les fréquentes fluctuations économiques du pays génèrent de nouvelles tendances et de nouvelles motivations. Au début des années 90, la recherche d'emploi à l'étranger s'expliquait essentiellement par le manque d'opportunités professionnelles au plan national, à la suite de la faillite de la plupart des entreprises du pays et des régulières incertitudes quant au paiement des salaires. En revanche, à partir de 2000, les motivations ont changé ; compte tenu de quelques améliorations économiques, le chômage et les incertitudes susmentionnées ne servent plus de déclencheurs à la migration.

Aujourd'hui, trouver du travail n'est plus un problème. Par contre les taux de revenus restent très bas et un salaire moyen ne suffit pas aux besoins fondamentaux. Partant, les principales causes de la migration sont d'assurer à la famille une meilleure situation financière, de résoudre les problèmes de logement, de financer des études supérieures, etc.

Globalement, l'analyse des décisions prises par les jeunes ukrainiens en matière de migration montre que les hommes sont plus enclins à la mobilité économique que les femmes. Des différences s'observent également dans leurs motivations. Femmes et hommes conviennent que leur motivation principale est de trouver un emploi pour vivre et pourvoir à la subsistance des membres de la famille restés au pays. Cela étant, les femmes ont souvent indiqué qu'elles souhaitaient aussi échapper à la violence domestique et aux problèmes de couple, mais aussi accéder à l'indépendance et fuir l'autorité traditionnelle, patriarcale, pour prendre le contrôle de leur propre vie.

## ⑨ **La migration comme forme d'exclusion sociale et ses conséquences socioéconomiques**

Pour mesurer l'ampleur de l'exclusion sociale parmi les jeunes ukrainiens, il est conseillé de recourir à l'approche fondée sur les droits développée par N. Tikhonova. Les échelles d'indicateurs de l'exclusion sociale qu'il propose, examinées ci-après, ont mis en évidence des index négatifs pour la jeune génération, et plus précisément :

⇒ **Droit à un emploi stable et rémunéré** (échelle du travail). Dans l'Ukraine en phase de transition, où une profonde crise structurelle affecte toutes les sphères de la vie, le taux de chômage des jeunes et des adolescents reste élevé, tandis que le taux d'emploi est proportionnellement faible.

⇒ **Droit d'accès à l'éducation et à la culture** (échelle de l'éducation et de la culture) et **droit d'accès à des réseaux sociaux, comme mécanisme essentiel de redistribution des ressources** (échelle des réseaux). Du fait des iniquités éducatives, les groupes socialement et économiquement défavorisés ne peuvent bénéficier de l'éducation et de la culture. Ainsi, ils sont privés d'accès au capital intellectuel et culturel de la société, mais aussi exclus des réseaux sociaux formés des élites hautement qualifiés qui participent à la prise de décision et donc contrôlent les ressources. Pour ces catégories de jeunes, il en résulte un taux de revenu faible et un taux de pauvreté élevé.

⇒ **Droit à un logement approprié** (échelle du logement). A peine un peu plus d'un tiers des jeunes possèdent leur propre logement, tandis qu'une grande majorité d'entre eux en sont

carrément privés – ce qui signifie que deux tiers des jeunes familles dépendent de leurs parents. Ainsi, les jeunes sont exclus de la prise de décision, au niveau le plus bas, au sein de la famille élargie et du ménage.

Si, officiellement, l'ensemble de ces droits est garanti aux citoyens ukrainiens de tous âges, il en va autrement dans la pratique. Pour la jeune génération, la situation est encore pire, et les jeunes femmes sont les moins bien loties.

Pour les jeunes, l'ampleur du phénomène de la pauvreté, le chômage, répertorié ou pas, et l'accès inégal au capital économique, social et culturel contribuent non seulement à réduire leurs possibilités de consommation mais plus encore à les exclure des sphères de la vie sociale, économique et culturelle. Dans ces conditions, la seule façon pour eux de s'en sortir est de travailler de façon informelle – ce qui ne fait qu'accroître l'exclusion des plus défavorisés. Mais, compte tenu des maigres perspectives d'emploi sur le marché parallèle, les jeunes s'en remettent aux nombreux bureaux de placement qui proposent du travail au noir à l'étranger.

Les jeunes qui travaillent sur le marché parallèle n'ont pas droit aux garanties juridiques et sociales afférentes à l'emploi, que ce soit en Ukraine ou dans les pays d'accueil. C'est pourquoi les experts nationaux estiment que la migration circulaire ne constitue même pas une solution provisoire au chômage. Du fait du caractère principalement illicite de cette migration, qui dépasse largement le cadre légal des relations sociales, les travailleurs migrants se trouvent pris au piège d'une « double exclusion » qui les prive des libertés et des droits sociaux fondamentaux dans les pays d'accueil. Cette situation confirme que la migration de main-d'oeuvre résulte de l'insécurité et des inégalités socioéconomiques qui sont des facteurs d'exclusion et des incitations à rechercher du travail à l'étranger.

Bien évidemment, la migration peut avoir des conséquences à la fois positives et négatives sur le statut socioéconomique, les moyens d'existence et le bien-être des travailleurs migrants ukrainiens. Si la migration est jugée positive, alors il faudrait l'encourager et la soutenir et même promouvoir ses causes sous-jacentes ; mais il s'agit de chômage, de pauvreté, d'insécurité et de vulnérabilité économique. Par ailleurs, promouvoir cette forme de migration reviendrait à encourager l'exploitation, car les migrants, notamment en situation irrégulière, sont moins bien payés pour le même travail que les nationaux – quand ils n'occupent pas des emplois physiquement très durs, n'exigeant souvent aucune qualification et que les nationaux refusent.

Qui plus est, les travailleurs migrants sont souvent victimes de gangs criminels et de la traite. Pour les migrants des pays en phase de transition ou en développement, l'idée que leur recherche d'emploi à l'étranger, et en particulier dans l'industrie du sexe, serait volontaire, est une pure fiction. C'est là un point de vue que je partage totalement. Pour eux, il ne s'agit pas d'un choix mais bien d'une obligation et d'une stratégie de survie.

La plupart des Ukrainiens, les jeunes surtout, cherchent du travail à l'étranger parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Comme expliqué précédemment, ils endurent des privations dans les secteurs les plus essentiels de leur vie : ils ne peuvent assurer leur emploi et leur sécurité, sont plus exposés à la pauvreté, victimes d'inégalités éducatives, etc. Il y a donc toutes les raisons d'affirmer que cette génération souffre de discrimination sociale, d'un accès restreint aux ressources et de handicaps économiques et sociaux – en bref, qu'ils sont privés des mécanismes d'inclusion sociale. Par conséquent, je pense que, pour décrire la migration des jeunes travailleurs ukrainiens, il serait plus approprié de parler de « déplacement contraint à des fins

d'emploi » et de « recherche d'asile économique ». Quant aux jeunes migrants, on pourrait les qualifier de « victimes de la violence économique structurelle » ou encore de « réfugiés économiques ».

En tant que représentant de l'OIT, Patrick Taran a déclaré lors d'un entretien sur la radio allemande « Deutsche Welle » que *les travailleurs migrants resteraient chez eux s'il n'y avait pas de travail pour eux en Allemagne ou dans d'autres pays de l'UE*. Il est évident que si, dans les pays d'envoi, les possibilités de développement économique étaient meilleures, les jeunes ukrainiens réfléchiraient à deux fois avant de choisir de partir.

Contrairement à la Banque mondiale et à l'OMC, qui pensent que la migration est gagnante pour les trois parties, les pays d'envoi et d'accueil et les migrants eux-mêmes, mes recherches confirment la position d'autres organisations et institutions internationales. Celles-ci affirment que *l'expérience migratoire est pavée de contradictions et d'ambiguïtés, que, en dépit de son potentiel d'amélioration économique, la migration est porteuse de conséquences dévastatrices et que, compte tenu de la féminisation croissante de la migration internationale, la vulnérabilité des femmes migrantes à la discrimination, l'exploitation et les abus devrait s'accroître*.

Mes précédentes recherches analytiques ont montré que les effets positifs de la mobilité sont avant tout l'augmentation générale de la sécurité économique et l'amélioration de la qualité de vie des migrants et de leurs familles, qui bénéficient des fonds transférés depuis l'étranger. Cette mobilité contribue en particulier à l'éradication de la pauvreté ; elle favorise le progrès des conditions financières, matérielles et de logement, et des modes de consommation ; elle accroît les possibilités d'assurer une meilleure éducation aux enfants et des soins de santé d'une qualité accrue, mais aussi des loisirs aux membres de la famille restés en Ukraine. Ces meilleures conditions financières contribuent à leur tour au bien-être psychologique et social de la famille à travers les frontières, rehaussent l'estime personnelle, accélèrent l'ascension sociale et améliorent le capital social dans le pays d'envoi.

Les études de cas ont révélé que, pour les travailleurs migrants, la mobilité économique fonctionne à la manière d'une « thérapie sociale » ; j'irais même jusqu'à parler de « chirurgie sociale » dans certains cas (notamment si l'on considère la détérioration fréquente des conditions de santé, la multiplication des divorces et la chute de la fertilité dans les familles transnationales), dans la mesure où cette mobilité favorise la maturité sociale des migrants, notamment des jeunes. Mais cela n'est vrai que pour ceux qui partent, l'effet pouvant être inverse pour ceux qui restent – au point d'exacerber leur attitude consumériste à l'égard de la vie et des membres qui les font vivre.

Les sociologues rapportent que l'expérience internationale a permis aux migrants d'acquérir une connaissance économique et de développer les compétences de gestion nécessaires dans un environnement de marché de libre, et qu'elle a incité nombre d'entre eux à créer leur entreprise. Les jeunes en possession d'une expérience professionnelle à l'étranger ont une attitude plus proactive à l'égard de la vie, une plus grande confiance en eux et dans l'économie. Ils assument par ailleurs la responsabilité de leur propre vie et du bien-être de leurs parents. Ils possèdent enfin de plus solides compétences pour la survie, grâce auxquelles mieux gérer leurs problèmes sans devoir compter sur l'aide et le soutien des parents, de la communauté ou de l'Etat.

Par exemple, les jeunes des zones rurales sont 2,5 fois plus nombreux à migrer que les autres jeunes. De plus, l'expérience internationale des travailleurs migrants a un fort impact sur leur

vision du monde ; elle élargit leurs horizons culturels et leur tolérance interculturelle en leur offrant la possibilité de découvrir d'autres réalités culturelles, en renforçant leurs compétences linguistiques et communicationnelles, en favorisant leur connaissance de la politique et leur sens des responsabilités.

Les études sociologiques montrent que les Ukrainiens qui ont une expérience de l'emploi dans la Fédération de Russie tendent à voter pour les hommes politiques dont les programmes électoraux revendiquent une meilleure intégration de l'Ukraine dans la CEI et la coopération avec la Russie. En revanche, ceux qui ont une expérience de travail en Europe occidentale ont tendance à soutenir les partis politiques qui prônent l'intégration européenne.

Pourtant, le coût socioéconomique et culturel de la migration de main-d'œuvre est trop élevé, car ses effets négatifs dépassent largement ses effets positifs. Notamment, en conséquence de la migration, les conditions de santé des migrants se détériorent et la fertilité des jeunes couples diminue. A cause de leur longue absence, les migrants finissent par prendre une certaine distance psychologique, voire à adopter une attitude réservée à l'égard de leurs épouses, mais aussi des enfants et des parents. De ce point de vue, la migration mine les relations familiales et détruit les mariages. Qui plus est, l'éclatement de la cellule familiale provoque des traumatismes psychologiques chez les enfants restés à la maison ; elle accroît le risque d'en faire des orphelins dans leur société, voire des délinquants.

Globalement, on peut en conclure que la migration de la main-d'œuvre, parfois perçue comme un « remède » ou un « cadeau du destin » en temps de difficultés et de troubles économiques, se révèle être un « cadeau empoisonné » plutôt qu'un « rêve réalisé ». Alors, si la migration ne peut être considérée comme un remède, il faut reconnaître qu'elle permet de masquer les symptômes ; mais, jamais elle ne soignera les sociétés d'envoi des fragilités socioéconomiques qui poussent les nationaux à quitter leur pays.

## ⑩ Conclusions

Selon le rapport 2006 de la Banque mondiale, l'Ukraine est aujourd'hui parmi les dix premiers pays d'envoi et d'accueil de migrants dans le monde. Avec 7 millions de résidents nés à l'étranger, l'Ukraine occupe la quatrième place de cette liste après les USA, la Russie et l'Allemagne en tant que pays d'accueil, et la troisième après la Russie et le Mexique, et avant l'Inde et la Chine, en tant que pays d'envoi. C'est un taux très élevé si l'on considère les différences de population native entre les pays les plus proches de l'Ukraine dans la liste, à l'exception (probablement) de l'Allemagne.

Ainsi, la principale préoccupation des organisations internationales n'est pas l'ampleur de la migration ukrainienne, mais son caractère : cette migration est régulière pour seulement 5%, et irrégulière à 95%. Aujourd'hui, l'Ukraine fait partie des pays « exportateurs de main-d'œuvre » pour lesquels les ressources humaines forment le principal bien d'exportation permettant de survivre dans une économie et des systèmes d'échanges mondialisés.

Les études sociologiques montrent que la majorité des parties impliquées – les migrants actuels et potentiels, les experts nationaux et même les représentants des agences privées pour l'emploi – sont d'accord pour dire que le règlement des problèmes afférents exige au premier chef l'active implication de l'Etat – qui doit en premier lieu créer les conditions requises pour réduire la fuite

de main-d'œuvre en promouvant de meilleures opportunités d'emplois pour les couches les plus défavorisées de la société.

D'un autre côté, les répondants aux enquêtes ont affirmé à l'unanimité que les méthodes administratives destinées à une prévention renforcée ou à une action contre la mobilité économique sont inacceptables – le droit à la liberté de mouvement et au libre choix professionnel devant selon eux être un principe prioritaire pour les organes décisionnaires chargés de gérer la question.

Sachant que la Commission européenne envisage de faire de 2010 l'Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, il est aujourd'hui impératif en Ukraine de concevoir un programme cohérent en guise de réponse politique aux enjeux de la mobilité croissante de la main-d'œuvre. Il convient en effet de promouvoir la sécurité socioéconomique des citoyens qui travaillent sur le territoire national et à l'étranger, ainsi que leurs droits sociaux.

Ce programme permettrait à la société de combattre les inégalités socioéconomiques et culturelles et de promouvoir l'intégration sociale des groupes vulnérables. Dans ce contexte, il faut veiller à ce que, dans un monde globalisé extrêmement dynamique et flexible, les principes de sécurité et de flexibilité soient complémentaires et interdépendants, dans l'objectif de mettre en œuvre des « stratégies de flexisécurité » pour moderniser les marchés du travail et leur permettre de répondre plus efficacement aux défis et aux opportunités de la mondialisation.

A cet égard, l'Ukraine peut mettre à profit le fruit des expériences internationales et plus particulièrement européennes. A mon avis, on pourrait notamment envisager d'encourager les pays qui, comme l'Ukraine, ont exprimé leur engagement à respecter les valeurs européennes et les normes démocratiques, à participer à la conception d'une politique pour des chances égales en préparant des plans d'action nationaux puis en rédigeant des rapports nationaux pour évaluer leur mise en œuvre – sur les thématiques ci-après : l'égalité et la discrimination, la justice sociale, la protection sociale et l'intégration sociale, l'égalité entre les sexes, les perspectives de politique sociale – qu'élaborent régulièrement les Etats membres de l'Union européenne. Une telle expérience constitue non seulement une bonne école de la gouvernance démocratique et socialement équitable pour les démocraties qui y aspirent, mais aussi une préparation efficace à un processus d'adhésion à l'UE très compétitif et contraignant.

---

<sup>1</sup> Cet article est un résumé de la présentation d'un travail de recherche « Inégalités économiques, exclusion sociale et migration de la main-d'œuvre : les défis de la transition post-soviétique pour la jeunesse ukrainienne » présenté lors d'un séminaire sur le thème des chances égales pour tous, organisé dans le cadre du partenariat entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne au Centre européen de la Jeunesse de Budapest, du 7 au 9 novembre 2007.